

# Analyse



Changer de paradigme  
économique : de  
l'utopie au débat

Réseau

Financité

Ensemble, changeons la finance



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

*Beaucoup remettent en question le système économique dans lequel on vit et beaucoup se pensent utopistes de rêver à un réel changement. Pourtant, des idées innovantes émergent ici et là et prennent de l'ampleur, font débat, non seulement dans la société, mais aussi dans les institutions internationales. En analysant des idées comme l'hélicoptère monétaire ou l'allocation universelle, nous invitons à aller plus loin dans cette réflexion pour essayer de déconstruire ce que l'on pense figé et acquis et qui pourrait, en réalité, être transformé.*

**En quelques mots :**

- Qu'est-ce que l'hélicoptère monétaire ?
- Rappel du concept d'allocation universelle
- Réflexion sur l'évolution de la pensée économique actuelle

**Mots clés liés à cette analyse :** hélicoptère monétaire, allocation universelle, pensée économique, IDH, IPH, IBED

## 1 Introduction

Depuis la crise de 2008, l'économie européenne est morose. Les taux d'inflation extrêmement bas montrent que la demande, et donc aussi la croissance, peinent à reprendre. La Banque centrale européenne (BCE) tente de diverses manières de redynamiser l'économie, sans grand succès. Après avoir baissé ses taux d'intérêts au plus bas<sup>1</sup>, la BCE s'est lancée dans un grand programme d'assouplissement quantitatif, *quantitative easing*, que nous avons approfondi lors d'une précédente analyse<sup>2</sup>. De nombreux économistes s'accordent pour dire que celui-ci ne fonctionne pas et réfléchissent à la possibilité de mettre en place un autre programme, appelé « l'hélicoptère monétaire ». Comme son nom l'indique, ce mécanisme ferait « tomber de l'argent du ciel » pour arriver directement dans les poches des citoyens. Selon ses concepteurs, l'argent distribué serait dépensé dans l'économie réelle et ferait, dès lors, repartir la croissance.

On retrouve aussi cette idée de don dans l'allocation universelle. Celle-ci propose un système où chacun reçoit une certaine somme d'argent, de façon régulière, indépendamment de son (in)activité professionnelle.

Aussi saugrenues qu'elles puissent paraître, ces idées font leur chemin ; la Suisse a pu se prononcer quant à l'allocation universelle au cours d'un référendum, et l'hélicoptère monétaire a été qualifié d'« idée intéressante » par Mario Draghi, le

---

1 Voir EDELSZTEIN J., « Taux d'intérêt négatifs ou l'inefficace politique monétaire de la BCE », Financité, disponible sur <https://www.financite.be/fr/reference/taux-dinterets-negatifs-linefficace-politique-monetaire-de-la-banque-centrale-europeenne> (consulté le 13/07/2016).

2 Voir SAEY-VOLCKRICK J., « La Banque centrale européenne peut-elle relever l'économie ? », Financité.

président de la BCE. Peter Praet, membre du directoire de la BCE, a même été plus loin en affirmant que l'hélicoptère monétaire faisait partie de la « boîte à outils » de la BCE<sup>3</sup>.

Nous présenterons ces notions dans le corps de cette analyse en terminant par une réflexion sur l'évolution de la pensée économique en général.

## 2 En quoi consiste l'hélicoptère monétaire ?

L'idée est née après la Grande Dépression de 1929, mais c'est principalement à Milton Friedman, en 1948, qu'elle est attribuée<sup>4</sup>. Concrètement, pour relancer la croissance, il faudrait en donner les moyens aux citoyens : l'hélicoptère monétaire propose donc de distribuer de l'argent, ce qui stimulerait la demande et, par effet de transmission, la production. Mais distribuer de l'argent à qui ? Il y a deux types de propositions :

- **la distribution aux ménages.** En versant de l'argent directement sur le compte des citoyens européens, la BCE augmenterait le pouvoir d'achat de chacun. La monnaie pourrait être distribuée, par exemple, à tous les détenteurs d'un numéro de sécurité sociale, ou bien à toutes les personnes inscrites dans les registres électoraux (ce qui équivaut à 90 % de la population de l'eurozone).
- **la distribution aux institutions publiques,** pour soutenir des projets d'intérêt général. L'État ou la BCE achèteraient des obligations émises par les institutions publiques qui, grâce à ce financement, prêteraient à divers projets. Ces nouveaux projets (grands chantiers publics, hôpitaux, crèches, renforcement de la formation et des établissements scolaires...) sont potentiellement générateurs d'emplois (direct, quand l'État est lui-même l'employeur ; ou indirect, grâce à la hausse des carnets de commandes des entreprises qui, pour les honorer, devront recruter), et ces nouveaux salaires seront eux-mêmes dépensés dans le circuit économique. En fonction des projets choisis, il serait possible de définir le montant et la durée d'un tel investissement.

---

3 GODIN R., « La BCE prête à sortir son “monnaie hélicoptère” », *La Tribune*, disponible sur <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/la-monnaie-helicoptere-est-desormais-dans-l-arsenal-de-la-bce-558043.html> (consulté le 27/07/2016).

4 VAN LERVEN F., « Recovery in the Eurozone. Using Money creation to stimulate the real economy », *Positive Money*, disponible sur <https://positivemoney.org/wp-content/uploads/2015/12/Recovery-in-the-Eurozone-FINAL-WEB-READY-2015-12-11.pdf> (consulté le 26/07/2016).

Dans le cas de l'UE, cette solution violerait l'article 123 du Traité de Lisbonne, qui stipule que la BCE ne peut pas financer directement les États. S'il est vrai que cette interdiction peut poser problème, notons tout de même que, depuis la crise de la zone euro, de nombreuses régulations ont été ignorées, amendées, transformées. En outre, il n'est pas impossible d'imaginer des mécanismes de contournement. Il serait donc réducteur de penser que ce seul article 123 empêche la BCE de mettre en place un tel programme<sup>5</sup>. Néanmoins, dans cette analyse, nous nous concentrerons principalement sur l'hélicoptère monétaire aux ménages.

La BCE achète actuellement, par son programme de *quantitative easing*, 60 milliards d'euros d'actifs financiers par mois. Si, plutôt que d'entretenir les marchés financiers, la BCE distribuait ce même montant aux citoyens de la zone euro (338 millions d'habitants), nous recevions chacun 175 euros par mois. Que feriez-vous avec 175 euros de plus chaque mois ? Certains les épargneraient ou les utiliseraient pour rembourser leurs dettes, mais il est fort probable que la majorité d'entre nous les dépenserait. Pour autant que ce soit sur une durée suffisante, la hausse de la demande rassurerait les entreprises quant à leurs perspectives de ventes et pourrait redonner la confiance en l'avenir qui leur fait encore trop défaut.

## 2.1 Avec quel argent ?

Par le *quantitative easing*, la BCE achète chaque mois des actifs publics et privés pour un montant de 60 milliards d'euros. Pour cela, la BCE et les banques nationales créent de la monnaie. Mais, une fois l'actif arrivé à terme, le montant qui avait été créé au départ est remboursé et donc « détruit ». Dans le cas de l'hélicoptère monétaire, il n'y a pas de remboursement, pas de « destruction » de cette monnaie nouvellement créée. Il s'agit du mécanisme dit de « la planche à billets »<sup>6</sup> au sens strict du terme. Ce don d'argent aux citoyens représenterait donc une dépense pour la BCE, sans qu'il n'y ait de rentrée ultérieure prévue comme dans le cas des actifs. Des économistes argumentent que, d'une part, les États récupéreraient une partie de cet argent par le biais des impôts collectés, et, d'autre part, que les dépenses seraient compensées par la reprise de la croissance que cela engendrerait.

Cet aspect de « don » est intéressant puisqu'il nous fait sortir de la logique de prévoir une dette « en contrepartie ». L'endettement ayant été l'élément déclencheur de la crise de 2008, ne pas s'endetter jusqu'au cou pour relancer la machine économique apparaît comme une bonne idée d'autant que les consommateurs et les entrepreneurs

---

5 *Ibidem*.

6 Le lien suivant fournit l'accès à une vidéo didactique sur le sujet, disponible sur le site du journal *Le Monde* : [http://www.lemonde.fr/economie-mondiale/video/2015/12/17/la-planche-a-billets-c-est-quoi\\_4834273\\_1656941.html](http://www.lemonde.fr/economie-mondiale/video/2015/12/17/la-planche-a-billets-c-est-quoi_4834273_1656941.html).

européens ont déjà un niveau d'endettement significatif. La BCE et les banques nationales, par le pouvoir qu'elles ont de créer de la monnaie, peuvent donc choisir de l'utiliser pour irriguer directement l'économie réelle (plutôt que les marchés financiers). De plus, l'hélicoptère monétaire, en ne passant pas par le marché bancaire, donnerait plus de liberté à la BCE. En effet, dans le cas du *quantitative easing*, cette dernière est totalement tributaire des banques.

## 2.2 Sous quelle forme ?

La forme que prendrait ce don a une grande importance. Si l'on ne faisait qu'une seule distribution, cela risquerait bien de n'être qu'un feu de paille : les entreprises ne pourraient baser leurs espoirs de vente sur une hausse éphémère de la consommation. Si l'on s'inscrit en revanche dans la durée, combien de mois seraient alors nécessaires pour rétablir la confiance ? Par ailleurs, des questions d'ordre géographique ou social se posent. Doit-on soutenir autant la consommation allemande que la grecque ? Si l'on opte pour un hélicoptère monétaire aux institutions publiques, doit-on faire une distinction entre un projet de nouvelle centrale nucléaire ou un projet de développement d'énergies renouvelables ? Doit-on distribuer de l'argent de la même façon aux classes aisées et moins aisées ? Ce dernier point est important à souligner. Distribuer 175 euros à quelqu'un qui en gagne 800 par mois n'a pas le même impact sur sa consommation que de les distribuer à quelqu'un qui gagne 10 000 euros par mois : le second a bien plus de chance de les thésauriser, ce qui réduira l'effet attendu.

Une solution proposée serait de distribuer des bons de consommation. Ainsi, on pourrait diriger l'argent vers des dépenses « utiles », par exemple à des entreprises européennes. L'un des dangers d'une trop grande hausse des liquidités (un effet possible de l'hélicoptère monétaire) est l'hyperinflation<sup>7</sup>. Pour mieux contrôler l'anticipation d'inflation, il est possible d'imaginer des bons de consommation à durée limitée. Il y aurait dès lors une certaine structure dans la soudaine hausse de la demande<sup>8</sup>.

## 2.3 Quels résultats ?

---

7 La mise en circulation de monnaie supplémentaire s'accompagne le plus souvent d'inflation. Quant au risque d'hyperinflation, il est théorique. En effet, actuellement, l'inflation est nulle, voire négative. En outre, si l'inflation devait déraiser, rien n'empêcherait nos autorités d'ajuster le dispositif.

8 GODIN R., *loc.cit.*

L'hélicoptère monétaire n'ayant encore jamais été utilisé, il est difficile de prédire quels en seraient tous les effets réels. En revanche, le mécanisme de la « planche à billets » a gagné ses lettres de noblesse dans les années septante, alors que le premier choc pétrolier ralentissait la croissance des « 30 glorieuses » et que les États, dont le nôtre, ont créé beaucoup d'argent public pour maintenir la demande et créer des emplois. Face à l'hélicoptère monétaire, la nouveauté et l'inconnu se mélangent donc et ce sera surtout le type de réaction qu'auront, d'une part, les citoyens et, d'autre part, les États, qui en déterminera les effets. De fait, on pourrait craindre une déresponsabilisation des gouvernements si la BCE s'impliquait de façon si directe dans la gouvernance des États.

Soulignons toutefois qu'au-delà de son application pratique, le simple fait que l'hélicoptère monétaire soit considéré et analysé comme une piste possible témoigne d'une ouverture d'esprit vers des alternatives de plus en plus éloignées de ce que l'on pouvait imaginer il y a seulement quelques années. Pourtant, quand on y regarde de plus près, ce n'est pas un concept « révolutionnaire », puisqu'il s'inscrit dans un schéma de stimulation de la croissance économique par une croissance monétaire – une idée battue en brèche par les tenants de la décroissance, notamment. Il ouvre néanmoins la voie à une nouvelle façon d'imaginer les choses. L'assertion de Jonathan Loynes, économiste chez Capital Economics, nous permet d'espérer que l'on pourra aller encore plus loin : « La leçon des dernières années c'est que des politiques qui semblaient unimaginables peuvent devenir réalité »<sup>9</sup>. En espérant que l'avenir nous surprendra, donc !

### 3 L'allocation universelle

Une autre idée qui a fait beaucoup parler d'elle dernièrement est celle de l'allocation universelle. Très controversée, défendue tant par des libéraux que par des mouvements de gauche, elle apporte, elle aussi, un vent de fraîcheur à la pensée économique en imaginant un système où tout n'est pas à « gagner », tout n'est pas question de mérite ou de compétition. Allant dans le même sens, mais bien plus loin que l'hélicoptère monétaire, l'allocation universelle propose un système qui distribuerait un revenu régulier à tous les membres d'une même communauté politique, et cela sans exigence de contrepartie.

L'allocation universelle est défendue par deux écoles qui l'envisagent de façons très différentes. Leur principal point de divergence réside dans la question de savoir si l'allocation universelle *remplacerait* ou *compléterait* les aides sociales existantes. En effet, si chacun reçoit une certaine somme d'argent régulière, plusieurs programmes sociaux n'auraient plus leur raison d'être, notamment l'allocation de chômage ou

---

9 *L'Indépendant*, « Pour relancer l'inflation : l'hélicoptère monétaire, une idée “incroyable” qui fait son chemin même au sein de la BCE », disponible sur <http://www.lindependant.fr/2016/03/17/pour-relancer-l-inflation-l-helicoptere-monetaire-une-idee-incroyable-qui-fait-son-chemin.2171701.php> (consulté le 27/07/2016).

d'insertion. Mais la question de savoir si toutes les aides sociales seraient absorbées par l'allocation universelle scinde les partisans en deux visions distinctes.

Dans la version « de droite » de l'allocation universelle, ce revenu serait un moyen de remplacer les multiples aides sociales en vigueur, de diminuer les dépenses publiques et, de façon plus générale, de simplifier l'appareil étatique. Le montant de cette allocation serait inférieur au seuil de pauvreté, c'est-à-dire 60 % du revenu médian, de sorte qu'un travail soit nécessaire pour compléter son revenu.

La version dite « de gauche » imagine une allocation universelle qui compléterait les mécanismes d'aides déjà existants. Certains programmes, tel le chômage, disparaîtraient de facto, mais les autres acquis sociaux n'auraient aucune raison d'être supprimés. Le montant de ce revenu devrait être suffisant pour vivre décemment, de manière à assurer un pouvoir de négociation aux employés, qui n'accepteraient pas un travail dans lequel leurs conditions ne seraient pas respectées. L'allocation permettrait, ce faisant, de s'émanciper du travail marchand<sup>10</sup>.

Bien que l'idée soit en apparence la même, l'allocation universelle « de droite » et « de gauche » ont des objectifs diamétralement opposés. Alors que la première libéraliserait le marché du travail, la seconde donnerait l'avantage de la négociation aux travailleurs. Tout dépend donc du montant distribué. Si celui-ci est inférieur au seuil de pauvreté, il est nécessaire de travailler pour survivre. Il y aurait alors certainement une baisse de rémunération des activités professionnelles, une généralisation du temps partiel et, donc, une détérioration des conditions de travail. De plus, les autres aides sociales ayant été supprimées, un fossé se creuserait entre ceux qui pourraient se payer une assurance privée et ceux qui n'en auraient pas les moyens. Par contre, si le montant distribué est suffisant pour subvenir aux besoins fondamentaux, avoir une vie sociale, se déplacer..., alors il permet une sortie du système de travail marchand. Il constitue une ouverture sur un réel choix de vie, avec la possibilité de donner plus d'importance à des choses primordiales, aujourd'hui délaissées parce qu'elles n'ont tout simplement pas de valeur monétaire.

Si le sujet de l'allocation universelle vous intéresse, nous vous invitons à lire les deux analyses de Financité à ce sujet<sup>11</sup>.

---

10 VICHERAT D., « Revenu inconditionnel et objections de gauche », *A contrario*, 2015/1 (n° 21), p. 5-14.

11 Voir MARCHAND A., « L'allocation universelle et l'avenir des politiques sociales en Belgique », Financité, disponible sur [https://www.financite.be/sites/default/files/references/files/am\\_lallocation\\_universelle\\_et\\_lavenir\\_des\\_politiques\\_sociales\\_en\\_belgique.pdf](https://www.financite.be/sites/default/files/references/files/am_lallocation_universelle_et_lavenir_des_politiques_sociales_en_belgique.pdf) (consulté le 26/07/2016).  
et MARCHAND A., « Le financement de l'allocation universelle, au détriment des politiques sociales existantes en Belgique ? », Financité, disponible sur [https://www.financite.be/sites/default/files/references/files/am\\_le\\_financement\\_de\\_lallocation\\_universelle\\_au\\_detriment\\_des\\_politiques\\_sociales\\_existantes.pdf](https://www.financite.be/sites/default/files/references/files/am_le_financement_de_lallocation_universelle_au_detriment_des_politiques_sociales_existantes.pdf) (consulté le 26/07/2016).

### 4 Réflexions pour le futur

Il nous semble intéressant d'approfondir la réflexion tant sur l'hélicoptère monétaire que sur l'allocation universelle, car ces deux concepts amènent des idées qui nous font sortir des sentiers battus de la pensée économique orthodoxe. Aujourd'hui, les cours d'économie enseignés à l'université se basent sur le concept de l'utilitarisme : cette doctrine défend l'idée que l'objectif suprême de toute loi ou décision doit être de faire le bonheur du plus grand nombre. Or, comment mesurer le bonheur ? Ce sont les Anglo-Saxons qui ont proposé le niveau de consommation global d'un pays comme indicateur du plus grand bonheur du plus grand nombre. Ainsi, les fondements de l'économie actuelle reposent sur l'idée que le bonheur se calcule en fonction de notre niveau de consommation<sup>12</sup>. Comment faire entrer, dans un tel schéma, l'épanouissement personnel, le lien social, le respect de la nature ?

Ces critères ne rentrent pas non plus en ligne de compte lorsque nous classons les pays du monde entier en fonction de leur simple performance économique, à savoir, le PIB (produit intérieur brut). Pire encore, nous nous référons au PIB par habitant : or, le nombre obtenu en divisant le PIB par le nombre d'habitants ne correspond absolument pas à la répartition réelle des richesses. Cet indicateur est donc dénué de sens. D'autres indices permettent de classer les pays sur une autre base, par exemple l'indice de développement humain (IDH), l'indice de pauvreté humaine (IPH) ou encore l'indice de « bien-être économique durable » (IBED).

---

12 DE MEULEMEESTER J-L., *Cours d'Économie du Non-Marchand*, Solvay Brussels School, Presses Universitaires de Bruxelles, 2015-2016.



**Indice de développement humain (IDH) :** cet indice évalue le développement d'un pays en fonction de l'espérance de vie, du niveau de santé, de l'accès à l'éducation et à un niveau de vie décent.

**Indice de pauvreté humaine (IPH) :** cet indice signale les privations que subit une partie de la population d'un pays. Quatre critères sont analysés : « probabilité de décéder avant 60 ans, taux d'illettrisme des adultes de 16 à 65 ans, pourcentage des personnes qui vivent en deçà du seuil de pauvreté, pourcentage des chômeurs de longue durée ».

**Indice de bien-être économique durable (IBED) :** cet indice permet de « mettre l'accent sur les effets destructeurs d'un environnement malsain ». Son calcul se fait comme suit : « consommations marchandes des ménages + services du travail domestique + dépenses publiques non défensives - dépenses privées défensives - coûts des dégradations de l'environnement - dépréciation du capital naturel + formation de capital productif ». Le coefficient de Gini, qui calcule le taux d'inégalité, ajuste finalement ce calcul pour donner l'IBED.

Ces indices ont le mérite de prendre en compte d'autres critères que le seul revenu du pays. Nous faisons un lien entre ces indicateurs, l'hélicoptère monétaire et l'allocation universelle dans le sens où ce sont des notions qui ne s'arrêtent pas simplement à un système de méritocratie. D'autres éléments que la performance économique ou le fait de « gagner » son argent ont leur importance et méritent d'être considérés.

Aujourd'hui, le fait de jouer aux cartes avec ses voisins n'est pas rémunéré. Pourtant, cette activité crée des liens et lutte contre l'exclusion sociale. Cela vaut-il moins que le design d'un site internet par exemple ? En sortant de cet imaginaire monétaire dans lequel nous sommes plongés, nous pourrions valoriser certaines choses qui ne le sont pas aujourd'hui et qui ont pourtant toute leur importance. Ce n'est pas tant l'application pratique de ces programmes qui importe ici, sinon le fait que, même au sein des institutions européennes, ces idées font débat. La crise de 2008 n'est pas seulement une crise économique ou financière, c'est aussi une crise idéologique. Beaucoup remettent en question les croyances sur lesquelles est fondé notre mode de fonctionnement. Nous pouvons espérer que le débat, progressivement, s'ouvrira de plus en plus à un système économique plus humain, plus égalitaire et plus respectueux de la planète.

## 5 Conclusion

L'hélicoptère monétaire, bien que visant le même objectif absolu de croissance économique que le système actuel, amène l'idée intéressante qu'il ne faut pas spécialement « mériter » ou « gagner » son argent. Tout ne doit pas toujours être régi

par une logique de compétition. La version « de gauche » de l'allocation universelle va plus loin encore en proposant de se libérer du système de travail marchand, ce qui nous permettrait de donner une valeur non monétaire à des activités et biens aujourd'hui dévalorisés. Les différents indicateurs que nous avons présentés, finalement, donnent de l'importance à d'autres critères que la seule performance économique.

Tous ces éléments peuvent être considérés comme de petits pas vers une réflexion pour une nouvelle société, basée sur d'autres critères.

Il faut continuer d'être utopiste, parce qu'un jour ce ne sera peut-être plus une utopie. Il faut continuer à faire vivre le débat, parce que, petit à petit les idées se diffusent. C'est pourquoi votre engagement, à Financité ou ailleurs, importe.

*Joëlle Saey-Volckrick*

*Relecture scientifique : Olivier Jérusalmy*

*Août 2016*

*Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.*

*Cette analyse s'intègre dans une des 3 thématiques traitées par le Réseau Financité, à savoir :*

***Finance et société :***

*Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.*

***Finance et individu :***

*Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires « classiques », l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.*

***Finance et proximité :***

*Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre*

*producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.*

Depuis 1987, des associations, des citoyens et des acteurs sociaux se rassemblent au sein du Réseau Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire.

Le Réseau Financité est reconnu par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.